

## SUR LE REFERENDUM

Jérôme Bourbon dans son éditorial sur le référendum (Rivarol n°3078 du 25 janvier 2013), exprime son hostilité quand à son emploi pour trancher une grave question de société, le mariage homosexuel, considéré même par la Garde des Sceaux comme amenant "un changement de civilisation". Cette position amène des remarques, tant sur le principe du référendum que sur le principe de son emploi dans ce débat.

1 - Un nationaliste ne peut être contre le principe du référendum "expression directe de la souveraineté nationale", où le peuple, un peuple, notre peuple, décide sans le filtre d'intermédiaires, où le pays réel s'affranchit du pays légal.

Le pouvoir actuel (version gauche libérale ou version droite libérale), qui est une coalition de différentes oligarchies (financières, philosophiques, confessionnelles, ethniques, médiatiques, etc...), coalition structurée en un système de domination qui verrouille la vie politique, est naturellement hostile au référendum. C'est pour lui le risque que la décision lui échappe comme cela c'est passé le 29 mai 2005 lors du référendum de révision constitutionnelle, avec le rejet du projet d'inspiration mondialiste de constitution européenne.

Certes là aussi le pouvoir a fait montre de sa forfaiture habituelle en ne tenant pas compte de cette décision et en faisant voter un texte très proche de celui rejeté, dans le cadre d'une révision constitutionnelle parlementaire le 4 février 2008. Une professeur de droit constitutionnelle respectée a même parlé de haute trahison. Mais cela montre que cette question du référendum reste, dans l'état actuel du verrouillage du système politique, une des seules armes qui puisse être utilisée, en tout cas juridiquement possible, par un peuple français pris en étau entre des oligarchies ennemies et des populations ennemies (l'immigration-invasion-colonisation de peuplement extra-européenne).

2 - Quant à l'argument que "l'on ne peut mettre aux voix une institution aussi vénérable et aussi naturelle que le mariage" et que "dans une société civilisée et digne de ce nom, il ne devrait même pas y avoir de débats sur ces sujets", on peut répondre que certes, dans l'idéal, c'est vrai, et dans un réel "normal" aussi. Mais le réel présent, c'est celui d'une décadence. Et dans une société décadente, ces débats sont possibles, ils ont lieu, et les différents lobbys subversifs (homosexuels, gauchistes, etc...) peuvent ainsi demander le mariage homosexuel...Ils veulent inverser l'adage, valable tant en grammaire que dans la vie sociale, "l'exception confirme la règle", pour abolir la règle et la remplacer par l'exception. Raison de plus pour se battre en utilisant tous les moyens légaux. Maurras disait "même légaux".

Nous dirons  
plutôt "d'abord légaux", laissons l'initiative de l'illégalité à nos adversaires.  
Il n'est d'ailleurs pas neutre que l'actuel pouvoir socialiste, prétendant agir au nom d'une majorité  
"révélée" par  
des sondages, pour un "changement de civilisation" impliquant des bouleversements  
anthropologiques à même  
de détruire une société, n'ose pas faire voter sa loi par référendum, n'ose pas faire appel au peuple  
souverain,  
titulaire ultime de la légitimité, mais préfère passer par une loi parlementaire. Il signe son imposture  
et sa forfaiture.  
Et bien c'est, avec tous les citoyens de bonne foi, aux nationalistes d'avoir cette cohérence  
intellectuelle et politique et  
de demander un référendum pour trancher ce débat fondamental, on pourrait même dire existentiel  
pour une société  
digne de ce nom.